

Jawad Moustakbal-  
Colombo – Dec - 2022

**Dette publique et microfinance  
au Maroc :**

**Quand les pauvres financent  
les riches**



**Atelier CADTM – coordination Asie**

# Microfinance vs dette publique

- Les victimes des institutions de microfinance sont déjà victimes de la dette souveraine et des choix des élites locales en collaboration avec les IFI

1. Service de la dette : absorbe une part énorme du budget public (1/3 dans le cas du Maroc)

2. Conditionnalités de la dette publique

- Réduction et même suppression des subventions pour les produits de survie de base / gaz / huile de sucre de blé de pétrole ...
- Réduction du budget et privatisation des services publics qui conduit à l'appauvrissement de la classe ouvrière déjà marginalisée



# Vue d'ensemble du Maroc



<a href="#">Surface</a>	446,300 km <sup>2</sup>
<a href="#">Population</a>	36,767,655
<a href="#">PIB</a> (nominal)	\$142.874 billion
• <a href="#">Par Habitan</a>	\$3,896 <sup>[10]</sup> ( <a href="#">145th</a> )
<a href="#">IDH</a> (2021)	0.683 <sup>[12]</sup> <a href="#">124th</a>
Principales ressources	Industrie du phosphate, assemblage de voitures, tourisme
Système politique	Monarchie exécutive



## Contexte historique de la dette marocaine

---

A toujours été un moyen d'assujettissement de nos pays par les puissances impérialistes. C'était un instrument de colonisation directe pour l'Égypte Tunisie et Maroc

---

Pour le Maroc, les emprunts liés à la crise financière du début du 20ème siècle ont directement conduit à la mise en place du protectorat Français en mars 1912

---

Après la soi-disant indépendance, en 1956, l'État s'est engagé à payer les dettes coloniales odieuses et illégitimes (péché originel)

---

À la fin des années 1970, le Maroc ne pouvait plus rembourser le service de sa dette. L'IFI a imposé le plan d'ajustement structurel (1983-1993) avec des résultats sociaux et économiques catastrophiques

---

Depuis lors, le Maroc n'a jamais quitté SAP avec des politiques libérales et les mesures d'austérité continuent de saper tous les secteurs sociaux, y compris l'éducation et la santé.

# La dette marocaine après la crise du Covid

---

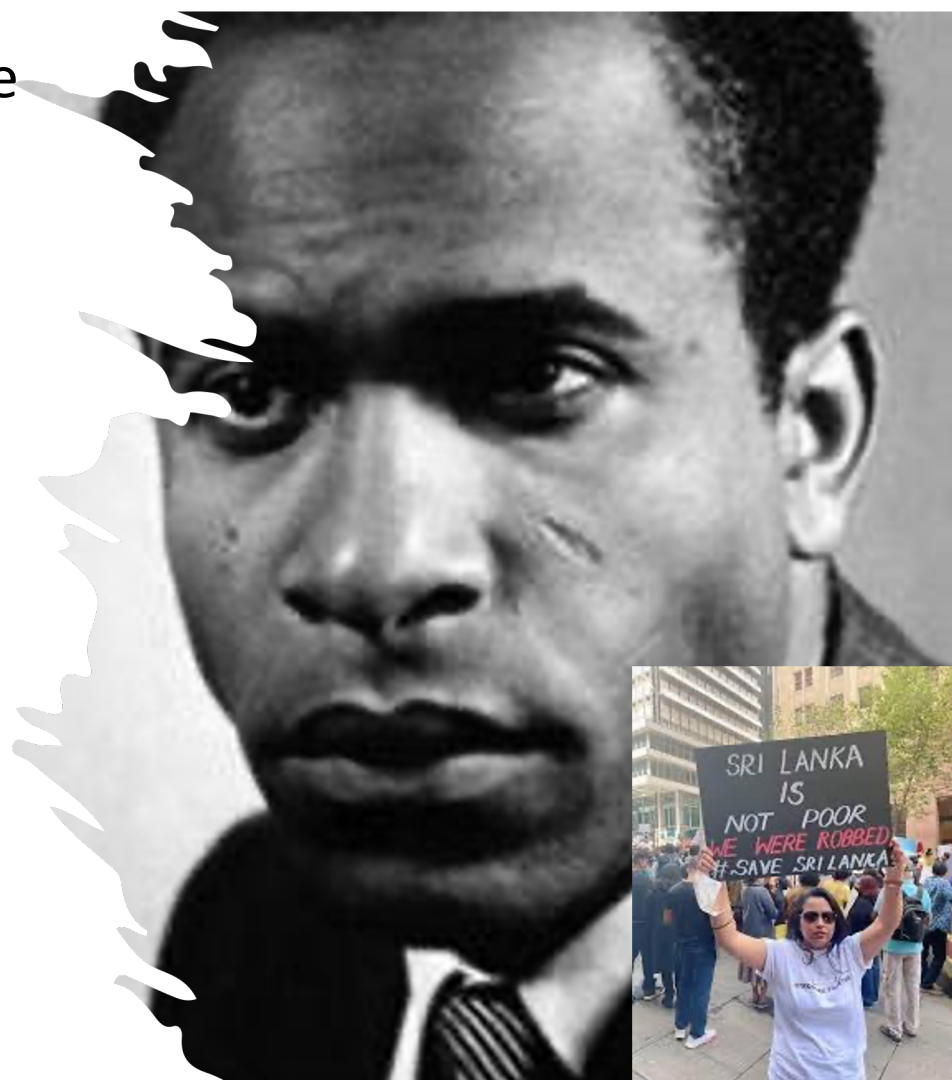
- Aujourd'hui, la dette marocaine a grimpé en flèche à près de 93%PIB (2 fois - 2012)
- COVID + Sécheresse : Crise économique et sociale
- Adoption d'une thérapie de choc: plus de politiques néolibérales: austérité et répression
- Le système de la dette est le principal pilier, un choix facile / paresseux des dirigeants soutenus par les IFI principalement le FMI pour répondre à la crise multidimensionnelle
- La première loi votée pendant la pandémie est la suppression des limites de d'endettement pour le budget 2020
- Nous avons fini par emprunter 10 milliards de dollars et payer presque le même montant en termes de service de la dette !!
- Service de la dette = 10 fois le budget de la santé / 3 fois l'éducation / 7 fois l'investissement public

**Dette intérieure = 2/3 de la dette  
publique totale**

**Nationaliser le vol de la nation**

**« Enfants gâtés du colonialisme d’hier et  
des pouvoirs en place aujourd’hui, ils  
supervisent le pillage des quelques  
ressources nationales. [...] Ils insistent sur  
la nationalisation des transactions  
commerciales, c’est-à-dire la réservation  
des contrats et des accords commerciaux  
aux nationaux. Leur doctrine est de  
proclamer la nécessité absolue de  
nationaliser le vol de la nation. »**

**Frantz Fanon, « Les damnés de la terre »  
(1961)**



# Système d'endettement : outil néocolonial

---

Perpétuer la domination (colonisation)  
du Sud

---

Exploiter les ressources publiques  
pour payer les créanciers, au  
détriment des besoins et des droits  
fondamentaux des personnes.

---

imposer un modèle extractiviste  
capitaliste aggravant les injustices  
environnementales



- La Banque mondiale et le FMI, responsables de ces politiques néolibérales, ont recommandé aux pays endettés la mise en œuvre de ce qu'ils ont appelé la « stratégie de réduction de la pauvreté » et « l'inclusion financière » .

# Expérience marocaine avec la microfinance

- Ce système de microcrédit s'est développé au Maroc au milieu des années 1990
- 1993 : création de la première Institution de microfinance (IMF)
- Le secteur marocain de la microfinance est composé de 13 institutions.
- Très concentré : 3 grandes institutions représentent 84% du secteur
- Le montant du crédit allant de 500 à 50 000 MAD (entre environ 52 \$ et 5 200 \$).



# Expérience marocaine avec la microfinance

- Les IMF sont implantées dans presque toutes les régions du pays, notamment là où le taux de pauvreté est élevé (ce que le colonisateur français appelait Maroc « Inutile »)
- Boom entre 2003 et 2007 : le portefeuille financier a été multiplié par onze et le nombre de clients par quatre
- Le secteur est entré dans une crise de « défaut de paiement» à partir de 2008
- 2011 : naissance du mouvement de lutte contre les abus des institutions de microfinance dans la ville de Ouarzazate.
- Caravane de solidarité internationale CADTM en 2014
- Etude de terrain ATTAC/CADTM Maroc 2016 sur la microfinance



# Principaux résultats de l'étude de terrain sur la microfinance

- Cette étude a couvert 6 régions du Maroc et des entretiens menés par des activistes à l'aide de questionnaires avec des questions directes et ouvertes

- Le rapport final qui a été publié en arabe pour la première fois en 2016 comprend 3 sections :

1. la méthodologie de l'enquête sur le terrain et les principales statistiques/conclusions
2. analyse de la légitimité et de la légalité des contrats de microfinance
3. Analyse des évolutions de la stratégie sectorielle et nationale de lutte contre la pauvreté et proposition d'alternatives

Etude de terrain sur la microfinance : Apprendre des victimes elles-mêmes mais aussi trouver des liens et pourquoi pas soutenir leur auto-organisation

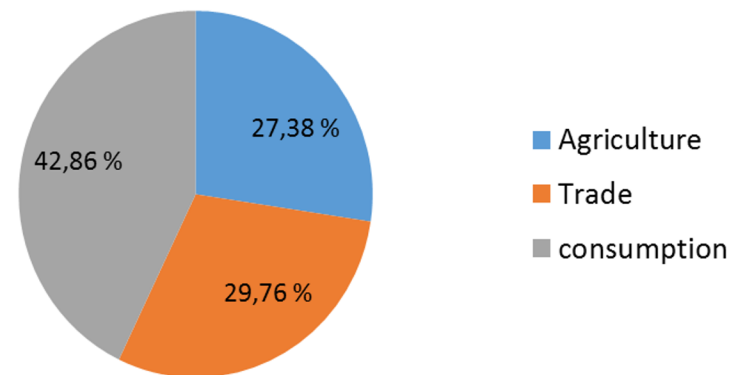


# Principales conclusions de l'étude de terrain sur la microfinance

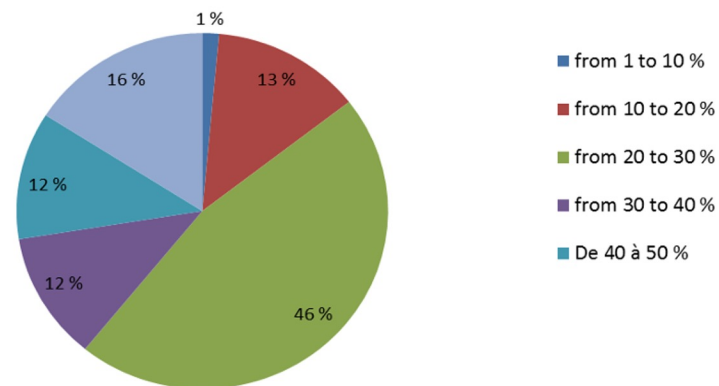
- Plus de 40% des répondants orientent leurs prêts vers la consommation, et ce pourcentage chez les femmes atteint 61%, et il faut noter que le pourcentage de personnes qui ont orienté leurs prêts vers la consommation n'ont pas d'autres ressources pour rembourser leurs dettes.
- Plus de 40% des prêts accordés sont inférieurs à 600 US \$ et plus de 70% sont inférieurs à 1000 US \$
- Le taux d'intérêt moyen dans le secteur du microcrédit, selon les responsables, varie entre 30% et 35%.

Les taux d'intérêt sur les prêts bancaires à la consommation varient de 6% à 7% Le taux d'intérêt bancaire maximum au Maroc est de 14%

## Purpose of loans



## Interest rate



# L'illégitimité des contrats

## 1- Consentement résultant d'une fraude

Les victimes signent un contrat, d'une ou deux pages, où les conditions et les obligations écrites ne sont pas claires et identifiables.

Les IMF cachent toujours le taux d'intérêt annuel effectif, ne mentionnant que le taux d'intérêt mensuel. Il s'agit clairement d'une pratique frauduleuse qui peut permettre aux entrepreneurs de résilier le contrat.

## 2- Consentement résultant d'une contrainte

En cas de difficultés de remboursement des prêts déjà contractés, les IMF font pression sur leurs client·es pour qu'ils respectent leurs engagements, ce qui les pousse à contracter d'autres prêts. Différentes méthodes de pression: la menace, le cambriolage des maisons des emprunteurs et la saisie délibérée du matériel et du mobilier de la maison en la considérant comme des garanties hypothécaires.

Les IMF exploitent les besoins, l'analphabétisme, la pauvreté des client·es pour imposer leurs conditions abusives (taux d'intérêt très élevé)

# Alternatives/Demandes

- Le défaut de paiement comme une occasion de contester le système d'endettement
- Audit citoyen sur la dette privée et publique pour montrer leur illégitimité
- Créer un système d'emprunt public sans intérêt ou à faible taux d'intérêt destiné aux pauvres
- Créer des emplois stables en augmentant le budget d'investissement dans les secteurs publics
- Arrêter le démantèlement des services publics (santé et éducation) et la privatisation des entreprises publiques
- Changement radical du système fiscal actuel injuste et inefficace par un système fiscal progressif et imposition des grandes fortunes
- La souveraineté totale des communautés locales sur leurs territoires